

INSTITUT DE L'ENTREPRISE

LES NOUVEAUX ECONOMISTES

LEUR APPORT SCIENTIFIQUE ET POLITIQUE

par Henri LEPAGE
9 janvier 1979

6, rue Clément Marot
Paris 75008

Si les années 1976 et 1977 ont, en France, été marquées sur le plan des idées par l'influence des "Nouveaux Philosophes", en 1978 le public français a découvert un autre courant scientifique et intellectuel, venant d'un horizon tout à fait différent, mais avec des thèmes qui recourent parfois ceux des "Nouveaux Philosophes" : le mouvement dit des "Nouveaux Economistes".

Associé à des noms comme ceux de Jean-Jacques Rosa (professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris), Florin Aftalion et André Fourçans (ESSEC), Georges Gallais Hamonno (Orléans), Jacques Garello et Jean-Claude Bramoullé (Université d'Aix en Provence), Pascal Salin et Emil Claassen (Paris-Dauphine), André Paul Weber et Frédéric Jenny (ESSEC). . . il s'agit essentiellement d'un groupe d'universitaires, professeurs d'économie ou de finances, qui ont entrepris de faire connaître en France, et d'y développer, l'enseignement de ce que les spécialistes appellent "l'Ecole de Chicago". Ecole dont les travaux apportent une contribution essentielle aux progrès de la connaissance scientifique dans le domaine des sciences sociales, mais qui étaient jusqu'à présent restés complètement méconnus, non seulement du public français, mais aussi de la plupart des milieux universitaires et économiques. Ces jeunes économistes (la plupart d'entre eux ont moins de quarante ans), ne sont pas "nouveaux" au sens qu'ils ne sont pas les auteurs d'une révolution inédite. Aucun d'entre eux n'a encore apporté une contribution fondamentale et vraiment originale à l'avancement de la science

économique. Ils ne sont "nouveaux" que par rapport au contexte intellectuel et idéologique de l'Université française, de plus en plus exclusivement dominée par une pensée d'orthodoxie soit keynésienne, soit marxiste. En fait, il n'y aurait pas lieu de parler de "nouveaux économistes" si, depuis fort longtemps, l'Université française, du fait de certaines influences idéologiques, ne s'était trouvée dans une position très isolée par rapport aux grands courants contemporains de la pensée économique mondiale.

Aujourd'hui, ces "nouveaux économistes" sont regroupés au sein d'une association : l' "Association pour l'Economie des Institutions", qui organise des colloques et édite des traductions de textes anglo-saxons fondamentaux. Ils organisent chaque été une "Université d'été", qui se tient à Aix-en-Provence en septembre. Enfin, leur action vient de déboucher sur la création d'une "Fondation pour la Nouvelle Economie Politique" - F.N.E.P., dont l'objectif est de contribuer au développement d'une recherche empirique appliquant au cadre français les apports méthodologiques des enseignements de l' "Ecole de Chicago".

L'ECOLE DE CHICAGO

Dès que l'on évoque Chicago, les économistes pensent immédiatement à Milton Friedman et à l'Ecole dite "Monétariste" (qui, depuis près de vingt ans, conteste l'efficacité des politiques économiques traditionnelles, d'inspiration strictement keynésienne). Il est vrai que Milton Friedman (aujourd'hui à la retraite) a joué un rôle essentiel dans la genèse de l'Ecole de Chicago. Il est vrai aussi que le Monétarisme constitue l'une des pièces maîtresses de la nouvelle pensée économique. Cela dit, l' "Ecole de Chicago" représente un courant scientifique dont l'audience intellectuelle et géographique dépasse largement les strictes

limites de l'Université de Chicago. Son influence, par exemple, s'exerce de façon déterminante dans des centres de recherche comme l'American Enterprise Institute (Washington), ou la Hoover Institution (de Stanford). Elle rayonne sur des universités comme celle de Virginie (où a été développée la théorie dite des "droits de propriété"), l'Université de Blacksburg (où se trouve le 'Center for Study of Public Choice', spécialisé dans l'application de la théorie économique à l'étude des phénomènes politiques et institutionnels), l'Université de Los Angeles (avec Harold Demsetz et Armen Alchian), l'Université de l'Etat de Washington à Seattle, l'Ecole de Droit de Miami, Rochester...

Mais qu'est-ce qui caractérise ces 'New Economists' américains par rapport à l'enseignement économique traditionnel, celui que l'on continue de dispenser dans la plupart des facultés, ou qui guide l'activité de la plupart des économistes professionnels contemporains ? Essentiellement deux choses. D'abord, une nouvelle approche de la définition du champ et du contenu de la science économique elle-même. D'autre part, l'élargissement de l'analyse scientifique à l'étude relative des coûts et des avantages des activités "publiques".

L'ECONOMIQUE PARTOUT - CAR RIEN N'EST GRATUIT

Traditionnellement, la science économique se définit comme la discipline qui, au sein des sciences sociales, se spécialise dans l'analyse des phénomènes marchands de production et d'échange (par opposition à la sociologie qui s'occupe des phénomènes collectifs, ou à la science politique qui traite des aspects institutionnels de la vie en société).

L'originalité des travaux et recherches de l' "Ecole de Chicago" est de rompre avec cette vision étriquée, fondée

sur une conception purement fonctionnelle de la science économique. La tradition de cette "école" est, en effet, de partir de l'idée que si, comme l'affirme le postulat de la théorie économique, l'homme est relativement "rationnel" dans ses décisions, et détermine habituellement ses choix en fonction de son plus grand avantage personnel lorsqu'il s'agit pour lui d'acheter une automobile, une machine à laver, ou de faire un investissement productif, il n'y a pas de raison qu'il en aille différemment lorsque son problème est de voter une loi, d'élire un député, de choisir un conjoint, de faire des enfants, de planifier leur éducation, etc... Moyennant quoi, la "Nouvelle Economie" s'identifie d'abord et avant tout avec une incursion croissante des économistes et de l'analyse économique dans des domaines qui jusqu'à présent n'étaient apparemment pas de leur ressort, et où les outils des économistes entrent en concurrence avec ceux des chercheurs des autres sciences humaines : théorie "économique" du mariage, de la famille, de la fertilité démographique, de la pratique religieuse... Analyse "économique" du marché politique, de la démocratie, de l'Etat, de la bureaucratie... Théorie "économique" des interactions sociales, de l'altruisme, de la bienveillance ou de la malveillance, du crime, de la morale et des mœurs, du langage... Théorie économique des organisations sociales, des phénomènes révolutionnaires, de la ségrégation raciale, de la prostitution, de la drogue, etc...

Pour comprendre comment on peut ainsi "généraliser" le raisonnement économique à des problèmes "non-économiques" (du moins au sens traditionnel du terme), il suffit de savoir que tous ces travaux sont fondés sur l'idée simple que nous vivons dans un univers où tout est rare : pas seulement l'argent, les matières premières, l'énergie... mais aussi le temps (la plus rare de toutes nos ressources), la connaissance, l'information.

Et que, dès lors que tout est rare, parce qu'il y a nécessairement choix, rien n'est gratuit. Il n'y a pas un objet qui soit gratuit, il n'y a pas non plus une activité humaine qui soit "gratuite". Tout acte, toute décision, toute activité humaine a un "coût d'opportunité" qui est le montant des satisfactions alternatives qu'une autre décision, un autre usage de notre temps et de nos ressources personnelles (pas seulement monétaires), aurait rapporté.

Lorsque, par exemple, on propose à quelqu'un de faire des heures supplémentaires, et que la personne en cause refuse, c'est qu'implicitement celle-ci accorde une certaine "valeur", un certain "prix" aux heures de loisir dont elle refuse de faire le sacrifice pour jouir d'autres satisfactions auxquelles le salaire supplémentaire lui aurait permis d'accéder. Autrement dit, le loisir n'est pas "bien gratuit"; son prix "implicite" est représenté par le salaire marginal volontairement sacrifié. De la même façon, on peut considérer que l'altruisme n'est pas un acte "gratuit" et nécessairement complètement désintéressé. Le Don et la Bienveillance peuvent être interprétés comme des formes d'investissement personnel (en temps, en ressources, en énergie) utilisées pour agir sur les autres afin que ceux-ci "produisent" un certain niveau de biens ou de valeurs sociales que l'individu valorise particulièrement, mais qu'il ne peut pas acheter sur le marché, parce qu'il s'agit de valeurs par définition "non marchandes" (le besoin de bénéficier de la considération des autres par exemple, ou encore le besoin de se sentir aimé par les autres).

Toute la "Nouvelle Economie" est fondée sur l'utilisation généralisée de ce concept de "coût d'opportunité" (appliqué par exemple à l'analyse du comportement des hommes politiques sur un "marché" électoral, ou encore pour compren-

dre comment fonctionne la division du travail entre l'homme et la femme dans un ménage). Partant de là, elle débouche sur l'idée que l'économie ne se résume pas (comme dans la macro-économie moderne) à un ensemble de recettes pour lutter contre le chômage ou l'inflation, pour équilibrer la balance des paiements, ou encore accélérer la croissance ; mais qu'il s'agit d'un outil scientifique à vocation beaucoup plus universelle : un outil scientifique qui permet non seulement d'explorer les phénomènes d'argent et de production, mais aussi l'ensemble des comportements humains en société, qu'ils soient individuels ou collectifs, marchands ou non-marchands, et cela à partir d'une hypothèse simple et empiriquement vérifiable de comportement individuel, celle de l'homo economicus.

La "Nouvelle Economie" est donc incontestablement "impérialiste". Mais elle ne prétend pas se substituer aux autres approches complémentaires des autres disciplines humaines. Sa seule prétention est de montrer que la théorie économique des prix (élargie à la notion plus générale de "prix relatif") permet d'améliorer notre connaissance scientifique des faits sociaux grâce à l'utilisation d'un outil dont la principale caractéristique est d'être plus amène à la quantification et à la vérification empirique que les outils utilisés par les autres sciences sociales.

LES "FAILLITES" DE L'ETAT

La seconde originalité des "Nouveaux Economistes" vient de leurs efforts pour rompre avec l'attitude traditionnelle qui fait que, implicitement, sans en avoir nécessairement conscience, la plupart des économistes contemporains se comportent comme s'ils faisaient deux poids et deux mesures selon que ce qu'ils analysent

ressort de l'économie privée ou de l'économie publique.

Comment la science économique envisage-t-elle en effet le problème des rapports entre l'Etat et le Marché dans une économie moderne ? D'une façon très simple. La démarche consiste à partir de l'affirmation des défenseurs de l'économie de Marché, selon laquelle le mécanisme du Marché est le seul système qui garantit l'absence de gaspillages dans l'allocation des ressources. L'apport de l'économiste est alors de démontrer que dans un système fondé sur la décentralisation des décisions un tel résultat n'est garanti que si sont réunies simultanément les conditions suivantes : homogénéité et unicité des produits, présence d'un grand nombre d'acheteurs et de vendeurs, information parfaite des agents, existence d'un nombre suffisant de marchés à terme, parfaite plasticité des prix, etc. C'est le fameux modèle de la concurrence "pure et parfaite" dont on démontre qu'il est le seul qui permette d'arriver à l'état du monde dont les propriétés sont celles par lesquelles on justifie généralement l'économie de Marché.

L'étape suivante consiste alors à comparer la réalité de l'économie concrète à ce référentiel implicite, et à dresser la liste de tout ce qui empêche ces conditions d'être réunies. Moyennant quoi, constatant que ces conditions ne sont jamais réunies, et même que la tendance des économies modernes est de s'en éloigner toujours davantage, on conclut que, dans les faits, l'économie de Marché ne permet pas d'éliminer tous les gaspillages. D'où l'appel à l'Etat, dont le rôle, conseillé par les économistes, est d'aider la collectivité à réduire ces gaspillages que laisse subsister le Marché, et cela au moyen d'instruments tels que l'impôt, la régulation conjoncturelle, l'intervention budgétaire, les lois anti-trusts.

Tel est le point de vue aujourd'hui dominant. Celui qui inspire peu ou prou tous les développements récents de notre vie politique et économique. Celui aussi que remettent en cause les économistes de Chicago, en faisant remarquer qu'une telle démarche se déroule en supposant implicitement qu'il suffit de confier à l'Etat le soin de corriger les imperfections et les défauts du Marché pour que le problème de l'allocation des ressources soit nécessairement résolu dans des conditions plus optimales que celles qui auraient prévalu si on avait laissé le Marché, même imparfait, fonctionner librement.

Il est certes indispensable, font remarquer les "Nouveaux Economistes", de mettre en relief les imperfections de nos systèmes de Marché. De même, il est très bien de perfectionner les outils d'intervention de la puissance publique. Mais, ajoutent-ils, encore faut-il être sûr que l'Etat fait bel et bien le meilleur usage possible des instruments que les économistes mettent à sa disposition. Or, qu'est-ce qui nous le garantit ? Qu'est-ce qui garantit, par exemple, que le législateur, qui n'a pas nécessairement les mêmes préoccupations que ses conseillers économiques (contraintes électorales), agira toujours dans un sens compatible avec la recherche de l'efficacité maximale des politiques que les économistes soumettent à son approbation ? Qu'est-ce qui garantit ensuite, même si les décisions prises sont les bonnes, que les résultats de l'action de l'Etat seront effectivement conformes aux intentions et à la pensée du législateur ? (rôle de la bureaucratie). L'Etat n'est pas une construction désincarnée, dotée du don d'ubiquité et d'infailibilité, mais une organisation humaine où les décisions sont prises par des êtres humains, des hommes politiques, des experts ou des fonctionnaires, ni meilleurs ni plus mauvais que les autres, eux aussi sensibles à

leurs intérêts particuliers, et eux aussi susceptibles de se tromper. Comme toute société, l'Etat n'est pas un corps homogène, mais un microcosme au sein duquel coexistent et s'affrontent une multiplicité de groupes et d'intérêts différents, concurrents, parfois divergents, qui constituent autant de sources de friction susceptibles de modifier le cours de l'action publique indépendamment des finalités originelles de celle-ci.

Dans cette optique, l'apport de la "Nouvelle Economie" est de mettre en lumière le fait que le problème de la science économique ne peut pas se limiter à répertorier les sources de friction opérant sur le Marché, pour s'en remettre ensuite aux bons soins d'une sorte de "despote éclairé" censé exécuter fidèlement les recettes que lui donnent ses conseillers. Si l'objectif de la science économique est d'aider la société à faire le meilleur usage possible de ses ressources, toute action destinée à corriger le fonctionnement imparfait du Marché est indissociable d'une réflexion simultanée qui consiste à se demander si, au sein des mécanismes institutionnels de l'Etat, il n'existe pas aussi des sources de friction. Autrement dit, pour les "Chicagiens", le problème des économistes ne se limite pas à voir où le Marché ne fonctionne pas, et à demander ensuite à l'Etat d'intervenir ; il est également de voir si l'intervention de l'Etat, pour chaque cas donné, permet effectivement d'arriver ex-post à un résultat meilleur que celui auquel sans cette intervention publique serait arrivé le Marché, même imparfait.

De là découle la seconde grande caractéristique des travaux de l'Ecole de Chicago. D'une part, le fait que l'analyse systématique des coûts et des avantages des réglementations et interventions publiques y tient une grande place (travaux de

Georges Stigler sur l'entreprise "réglementée", travaux de Sam Peltzman sur la législation de protection du consommateur, travaux de Thomas Gale Moore sur la réglementation des transports, etc...). D'autre part, le fait que, pour les "Nouveaux Economistes", la solution aux problèmes actuels de la société passe moins par un nouvel effort de développement de la tutelle de l'Etat sur l'économie que par une réflexion approfondie concernant la logique de fonctionnement des institutions publiques (recherches de James Buchanan et Gordon Tullock sur l' "efficacité" relative des systèmes de vote ; propositions de William Niskanen pour améliorer la productivité des administrations ; réflexions de Ronald Coase ou de Steven Cheung sur le rôle des droits de propriété comme moyen de faire prendre en compte les "externalités" de la vie moderne par le Marché ; dénonciation, par Yale Brozen des méfaits de la législation anti-trust...).

UN LIBERALISME SCIENTIFIQUE.

Les "Nouveaux Economistes" sont des libéraux - même des "ultra libéraux", si on les compare aux idées soutenues par nombre de ceux qui, dans notre monde actuel, s'étiquettent libéraux. Pour eux, un bon nombre des maux actuels dont nous avons pris l'habitude de faire porter la responsabilité au Capitalisme et à l'Economie de Marché, sont le fruit non pas du Marché, ni du Capitalisme, mais de ce que nous avons "trop" d'Etat. Leur conviction est que la plupart des interventions actuelles de l'Etat dans la vie économique et sociale débouchent en définitive sur des résultats exactement inverses des objectifs visés (par exemple les politiques de redistribution du Welfare State moderne) ; et cela, quelles que soient la pureté et la légitimité des intentions initiales.

Cela dit, ces "Nouveaux Economistes" récusent l'idée qu'on puisse les dépeindre comme les derniers rejetons d'un dogmatisme libéral hérité des vieilles théories du "Laisser faire, laisser passer" intégral. En France, Jean-Jacques Rosa a commencé sa carrière comme secrétaire général du Club Jean-Moulin, une organisation peu suspecte d'affinités "conservatrices". De même, Florin Aftalion est un ancien cadre militant du PSU. Aux Etats-Unis, des professeurs comme James Buchanan ou Robert Fogel (spécialisé dans l'application des techniques économiques quantitatives à l'examen critique de l'histoire), ne font pas mystère de leurs anciennes attaches socialistes. La plupart de ceux que l'on peut mettre sous le label de "Nouveaux Economistes" ne sont pas des idéologues ou des doctrinaires, mais des chercheurs, rompus aux contraintes modernes de la recherche empirique (vérification systématique des hypothèses par la recherche des faits), auxquels leurs travaux ont révélé que l'intervention gouvernementale obtenait le plus souvent exactement le résultat opposé de ce qui était recherché - et donc, en corollaire, que le Marché était un mécanisme et une institution qui fonctionnait la plupart du temps beaucoup mieux que ne le pensent généralement les économistes, nourris dans le sérail de la tradition keynésienne de l'après-guerre. Comme l'a résumé le professeur Harold Demsetz : "les nouveaux économistes ne s'identifient pas à ceux qui rituellement demandent moins d'intervention de l'Etat ; ce sont des économistes qui demandent moins d'intervention gouvernementale, et qui apportent preuves à l'appui . Leur préoccupation n'est pas de crier gratuitement "Haro !" sur l'Etat, mais d'aider la collectivité à trouver l'Etat-optimal". A leurs yeux, la science économique contemporaine, en ne se préoccupant que des "faillites" de l'économie de Marché, et en oubliant que l'Etat lui non plus n'est pas une institution "parfaite", a conduit à légitimer le recours à davantage d'Etat

qu'il n'en est réellement nécessaire pour se rapprocher le plus possible de l'allocation optimale des ressources de la société. Ils ne font pas le procès du principe de l'Economie mixte, mais le procès de théories qui nous conduisent à développer la sphère de l'économie mixte au-delà de ce que légitimise le souci d'arriver à l'allocation des ressources sociales la plus efficace possible.

Ceci étant dit, sur le plan politique et idéologique, les travaux scientifiques des "nouveaux économistes" constituent un événement d'importance, à un triple point de vue :

- leurs travaux constituent en fait une entreprise gigantesque de vérification systématique de la valeur scientifique des modèles économiques fondés sur le principe de l' "individualisme méthodologique", et donc, indirectement, des fondements "scientifiques" de l'idéologie libérale.

Nous ne devons en effet pas perdre de vue les liens étroits qui existent entre la doctrine politique du libéralisme et le paradigme scientifique qui sert de base à la théorie économique (le paradigme de l'individualisme méthodologique). C'est l'apport théorique des fondateurs de l'économie politique (les philosophes écossais du XVIIIème siècle), qui, en découvrant avant la lettre les principes de l'analyse cybernétique (essai d'explication d' "ordres collectifs" qui ne doivent rien à une volonté individuelle consciente), ont fait que la défense des libertés individuelles est devenu un principe politique et idéologique en soi. Ce sont leurs essais d'explication du fonctionnement de sociétés complexes qui ont servi de base au développement d'une pensée, qui, ensuite seulement, est devenue "idéologique".

Le fait que le concept de l' "individualisme méthodologique" permette aujourd'hui d'étudier scientifiquement des problèmes aussi divers que la production dans l'entreprise ou la production du ménage, la production des administrations ou la production d'institutions politiques et juridiques, et les résultats plutôt satisfaisants de l'ensemble des modèles construits sur ce principe méthodologique, tout cela conduit à considérer qu'en l'état actuel des sciences sociales, nous avons maintenant suffisamment d'éléments pour affirmer que de toutes les entreprises qui se disent "scientifiques" ou de toutes les idéologies actuellement en présence, la démarche de l'individualisme méthodologique et l'idéologie libérale fondée sur ce paradigme constituent ce qui, à l'heure actuelle, présente le plus de garanties scientifiques authentiques.

N'oublions pas en effet que la frontière entre "science" et "idéologie" est beaucoup moins nette qu'on ne le croit habituellement. Il n'y a pas de science qui soit idéologiquement neutre; il n'y a que des travaux scientifiques dont le contenu idéologique est plus ou moins important (c'est-à-dire dont les auteurs prennent des libertés plus ou moins grandes avec les règles et la discipline scientifique de la vérification empirique). A l'inverse, il n'y a pas d'idéologie qui n'ait pas de prétention à avoir des sous-basements scientifiques ; il n'y a que des idéologies dont les prémisses scientifiques ont été plus ou moins confrontées aux disciplines de la vérification empirique.

- Cette remise à l'honneur des approches "micro-économiques" au détriment des analyses purement "macro" débouche sur une série d'innovations méthodologiques qui rendent désormais sans objet la plupart des critiques habituellement formulées à l'encontre des limites et lacunes de la théorie éco-

nomique ; et, à travers elles, aux fondements du discours libéral. Par exemple, depuis l'intégration généralisée de notions telles que le concept de "coûts de transaction" ou de "coûts d'information" (qui servent d'ossature à toute la nouvelle théorie des marchés et des organisations issue de la théorie dite des "droits de propriété"), ou encore depuis la prise en compte systématique dans les modèles économiques modernes des phénomènes d' "anticipation" et d' "apprentissage", continuer comme le font beaucoup à attaquer les fondements de la société d'économie de marché "libre" en utilisant contre elle les lacunes de la théorie économique néo-classique n'a, aujourd'hui, pas plus de sens que de condamner la médecine contemporaine au nom de théories médicales qui dateraient d'avant l'invention du microscope. Ces critiques ne sont pas infondées, mais elles concernent un état de la science économique qui n'a plus rien à voir avec ce que cette théorie économique est devenue.

De même, traditionnellement, une des armes des adversaires de la philosophie libérale est de reprocher à la théorie économique de ne pas tenir compte des phénomènes d'interdépendance des préférences individuelles et des problèmes d'interaction sociale. Cette critique est désormais totalement infondée depuis les travaux pionniers de Gary Becker sur l'économie du temps et la nouvelle théorie du consommateur. On reproche également aux économistes "libéraux" de fonder leur plaidoyer pour l'économie de marché et contre des interventions excessives de l'État sur des schémas théoriques qui évacueraient tout ce qui est humain, au bénéfice d'un système mécanique où l'homme serait réduit à sa seule dimension marchande de producteur et de consommateur de biens matériels. Là aussi, la critique est maintenant vide de sens depuis que l'un des grands progrès de la science économique est précisément de permettre désormais d'intégrer une multiplicité de nouvelles données

à caractère "non-marchand" et "non-monétaire", et de montrer qu'il est possible de tenir compte, dans les analyses économiques, de phénomènes apparemment extra-rationnels, tels que les phénomènes de pouvoir, de conflit, de solidarité sociale ou d'altruisme (théorie des groupes de pression).

Tout cela n'a l'air de rien, mais c'est tout à fait fondamental. Tout ce qui renforce, face aux critiques qui lui sont adressées, la crédibilité scientifique des analyses économiques fondées sur l'individualisme méthodologique, est, sur le plan politique et idéologique, bien plus important que n'importe quel slogan publicitaire. Bien sûr, cela ne touche pas la masse des gens. Mais cela concerne un public qui, dans la bataille politique, joue un rôle déterminant : celui des médias et des leaders d'opinion. Or, nous vivons à une époque où l'argument scientifique a un poids beaucoup plus considérable qu'on ne le croit généralement. (Le succès "public" des nouveaux économistes en apporte d'ailleurs la preuve).

- Enfin, on ne peut manquer d'être frappé, par rapport aux contraintes du débat politique, par l'extraordinaire efficacité dialectique de l'ensemble théorique développé par les "nouveaux économistes".

En reliant entre eux tous les fils de ce vaste mouvement de réflexion économique et politique, on ne découvre pas seulement des connaissances nouvelles, mais on explore peu à peu ce qui apparaît de plus en plus comme une discipline de pensée, une mécanique intellectuelle originale débouchant sur un nouvel art de poser les problèmes, de reformuler les questions, de revenir toujours à l'essentiel en remettant perpétuellement en

cause les clichés habituels qui servent généralement de point de départ à nos réflexions. Et simultanément, on découvre peu à peu un matériel, une méthode de pensée qui permettent enfin d'affronter les adversaires de l'économie libérale sur leur propre terrain, presque avec le même vocabulaire qu'eux, sur des sujets par rapport auxquels la pensée libérale était traditionnellement démunie (par exemple par rapport aux problèmes posés par le phénomène de la techno-structure, les problèmes de relation entre civilisation et technologie, les problèmes d'évolution des systèmes de valeur, le rôle des groupes organisés, les problèmes de conflit et de pouvoir, très mal pris en compte par l'idéologie libérale traditionnelle). De la sorte, la "Nouvelle Economie" débouche sur la mise au point d'une véritable "dialectique anti-dialectique" permettant enfin d'affronter à armes égales les experts de la dialectique marxiste ou para-marxiste, et cela sur les terrains mêmes qui depuis plus de dix ans ont largement assuré le succès des idées socialistes.

Cela dit, il ne faut pas perdre de vue que ces apports de la "Nouvelle Economie" ne peuvent vraiment être efficaces que si on fait clairement apparaître :

- d'une part, que le libéralisme ne s'identifie pas avec la défense des structures actuelles de la société occidentale (une société qui, dans la réalité des faits, est beaucoup plus "étato-capitaliste" que réellement "libérale") ;
- d'autre part, que la défense et la promotion de l'économie de marché ne s'identifie pas avec la défense d'un

patronat ou d'une classe capitaliste en place.

- enfin, que l'adhésion à l'économie de marché et au capitalisme ne s'identifie pas avec un plaidoyer pour la défense des valeurs de la société marchande ; mais que, de tous les systèmes d'organisation sociale, c'est le seul qui soit susceptible de donner aux citoyens la société dans laquelle ils veulent vivre, que celle-ci soit marchande et matérialiste, ou qu'elle soit fondée sur de nouveaux systèmes de valeurs et de nouvelles valeurs morales.

Henri LEPAGE

9 janvier 1979